

éducation
SUD

SUD Education 22
1-3A rue Zénaïde
Fleuriot
22000 Saint-Brieuc
02 96 68 01 64



éducation
SUD InfoNet-

SUD Éducation appelle à la grève le 24 novembre

Rassemblement à 10h30 à l'IUFM de St Brieuc (côté parking). Manifestation en direction du centre ville, convergence avec les postiers en grève que nous rejoindrons Place de la résistance. Cortège commun jusqu'à la préfecture



Assemblée Générale à 14 h Salle du temps libre

Il faut défendre l'école publique et tous les services publics !

Le gouvernement poursuit sa politique de destruction des services publics : projet de fermeture de 182 blocs opératoires et 28 maternités, nouvelles menaces sur le fret ferroviaire et la privatisation des gares, sur La Poste en défense de laquelle 2 millions de personnes ont dit "non à la privatisation". Les prévisions de budget pour 2010 laissent présager un état d'asphyxie de l'Education Nationale : 16 000 retraits d'emplois, plus de 50 000 suppressions sur trois ans et dans le même temps, des largesses supplémentaires à l'enseignement privé.

Face à cette situation, SUD éducation ne partage aucun diagnostic avec le gouvernement. Avec la grande majorité des personnels, nous affirmons que rien n'est possible pour la démocratisation du système éducatif sans la restitution des postes supprimés lors des trois dernières rentrées scolaires.

A travers les "adaptations" aux budgets de rigueur, ce sont les contours d'une Ecole toujours plus inégalitaire qui se dessinent. Nous combattons les suppressions de postes parce que nous refusons l'Ecole promue par Sarkozy, Fillon, Darcos, Péresse, Châtel, et leurs amis du Medef.

L'Ecole à minima

Depuis la loi Fillon et son "socle commun" de connaissances "minimales", la droite française s'engage dans une redéfinition à minima de l'Ecole qui remet même en cause la pérennité de l'école maternelle. Il est de plus en plus difficile pour les élèves issus des classes populaires d'accéder aux études supérieures et aux filières dites "d'excellence". Le recul constant de la proportion d'enfants d'ouvriers et d'employés dans les classes préparatoires aux grandes écoles en témoigne, la réforme des lycées, même réécrite, viendrait le renforcer.

Suite à la généralisation du Bac Pro en 3 ans et la casse des BEP, (2 ans BEP + 2 ans Bac Pro auparavant) dénoncée par les personnels, des milliers d'élèves étaient sans affectation en Lycée Professionnel en septembre quand le ministre s'efforce de convaincre l'opinion publique de son intérêt pour l'orientation des élèves...y compris en supprimant les Conseillers d'Orientation Psychologues.

La tendance est à l'externalisation de toute difficulté scolaire ou d'apprentissage. L'Etat se désengage de ses missions, déléguant hors de l'école ce qu'elle devrait assurer pour tous. Il en va ainsi de la casse des RASED avec en contrepartie l'explosion d'un marché florissant pour les vendeurs de "rattrapage scolaire".

De la même manière, la casse des associations laïques complémentaires de l'Ecole Publique conduit à des reculs sans précédents en matière de droit aux vacances, aux loisirs pour tou-te-s et à la culture.

La fin de la formation professionnelle

Le rouleau compresseur du libéralisme n'a pas hésité à remettre en cause l'existence de la formation professionnelle aux métiers de l'éducation, annonçant ainsi la destruction du statut de fonctionnaire dans l'Education Nationale. Dans les universités et les IUFM, malgré la mobilisation, le gouvernement a temporairement gagné: suppression des IUFM, restriction considérable de la formation professionnelle initiale des enseignants, constitution d'un "stock" de titulaires d'un master d'enseignement prêts à l'emploi...précaire. Aux côtés des personnels, SUD éducation a marqué son opposition à cette régression majeure y compris dans les instances paritaires départementales, académiques et ministérielles.

Evaluation et sécuritaire à tout crin

En mettant les personnels en rivalité, les nouvelles évaluations basées sur l'entretien individuel renforcent le pouvoir des petits chefs. La concurrence et la gestion managériale s'attaquent à tous les niveaux : les établissements classés en fonction de leurs performances, les personnels recrutés sur profil ou postes éclatés sur plusieurs établissements et sommés de faire la preuve de leur "investissement personnel", les élèves et les familles confrontés à la suppression de la carte scolaire. Jusqu'à la proposition d'une cagnotte pour lutter contre l'absentéisme...et des équipes mobiles de sécurité (EMS) qui constituent une réponse policière, inacceptable et dangereuse à la situation difficile que connaissent certains établissements scolaires quand, partout, l'encadrement en éducateurs et travailleurs sociaux régresse.

Une mobilisation nécessaire

Alors contre tout cela, contre les classes surchargées, la dégradation des conditions de travail pour les élèves et les personnels, le recours galopant à l'emploi de salarié-e-s précaires, le harcèlement que subissent de nombreux collègues agents techniques, les pressions hiérarchiques multiples, contre les sanctions disciplinaires qui frappent ceux qui tentent de désobéir à des visions rétrogrades des apprentissages, contre les suppressions d'heures de cours et les disparitions programmées, il n'y aura pas d'autres moyens que la mobilisation résolue de toutes et tous.

Certes, nous sommes nombreux à regretter le gaspillage du rapport de force construit dans les énormes grèves interprofessionnelles du 29 janvier et 19 mars 2009, ainsi que l'isolement dans lequel se sont retrouvés personnels et étudiant-e-s en grève dans les universités durant tout le printemps. Contre tout cela, SUD Éducation et SOLIDAIRES se sont exprimés, y compris dans les intersyndicales nationales.

Il reste que les politiques libérales sont à l'œuvre et qu'elles sont destructrices du bien commun que constituent les services publics. Si nous voulons une École de l'égalité des droits, ouverte sur son environnement, une école ambitieuse et laïque, qui lutte contre l'échec scolaire, combatte les inégalités sociales, recherche la réussite de tous et permette au plus grand nombre l'accès à des études universitaires réussies dans des conditions matérielles décentes, il convient de construire avec l'ensemble des personnels une mobilisation durable pour gagner.

Avec l'Union syndicale SOLIDAIRES, SUD Éducation a écrit à plusieurs reprises que seule la grève générale sera en mesure de faire reculer le gouvernement et le Medef. Par la grève nationale du 24 novembre, nous voulons apporter notre pierre à l'édifice et construire avec les personnels les suites nécessaires à la mobilisation.

- **Contre les suppressions de postes, pour l'augmentation des recrutements aux concours.**
- **Pour l'arrêt des recrutements de salarié-e-s précaires et la titularisation sans condition de celles et ceux déjà employé-e-s**
- **Pour le retrait des décrets sur la formation des enseignant-e-s et une véritable formation professionnelle avec recrutement après la licence sous statut de fonctionnaire stagiaire.**
- **Pour le maintien et le développement des RASED et la réaffirmation de leurs missions.**
- **Pour le maintien et le développement du service public d'orientation de l'éducation Nationale dans l'EN sur la base de ses missions actuelles.**
- **Contre le recours massif aux heures supplémentaires.**
- **Contre l'Ecole sécuritaire, pour la suppression des Equipes Mobiles de Sécurité, pour la suppression de Base-Elèves et des fichiers informatisés et centralisés concernant les élèves et les personnels.**
- **Contre les expulsions de jeunes sans-papiers scolarisés.**
- **Pour le retrait du texte sur la réforme des lycées.**
- **Pour la défense de l'Ecole laïque et l'abrogation de la loi Carle, nouveau cadeau au privé.**